

RESUME EXECUTIF

- Au 30 juin 2026, le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) affiche un déficit de 5,1 milliards de gourdes en base engagement, contre un excédent de 18,4 milliards de gourdes à fin juin 2025, sous l'effet d'une progression des dépenses plus rapide que celle des recettes. En base caisse, le déficit de trésorerie atteint 44,2 milliards de gourdes, reflétant l'ampleur du besoin de financement cumulé, dont environ 53 % s'est matérialisé dès le premier trimestre. Ce besoin a été principalement couvert par le financement interne, notamment le recours à la Banque de la République d'Haïti (BRH) et les émissions nettes de bons du Trésor.
- Les administrations fiscales et douanières ont mobilisé 160,2 milliards de gourdes au 30 juin 2026, soit 87 % de l'objectif de collecte projeté par la Direction des Études Économiques et Prévisions du Ministère de l'Économie et des Finances (DEE/MEF) pour la période, mais un niveau supérieur à la cible de 154 milliards de gourdes retenue dans le cadre du Staff-Monitored Program (SMP) convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI). Les dépenses publiques demeurent dominées par les charges courantes, qui représentent 84 % du total, avec un poids important du poste « traitements et salaires », fortement concentré autour du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) et du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP). Les dépenses d'investissement atteignent 26,1 milliards de gourdes, soit une hausse de 237 % par rapport à fin juin 2025, et demeurent principalement orientées vers la sécurité, la Police Nationale d'Haïti (PNH) concentrant 66 % des montants exécutés à ce titre.
- L'exécution du budget rectificatif fait apparaître des écarts sensibles entre ministères, traduisant des capacités d'absorption différenciées, notamment pour les dépenses d'investissement. Ces disparités justifient

un suivi renforcé des institutions à faible niveau d'exécution, afin de limiter les retards dans l'utilisation des crédits programmés et de préserver l'efficacité des priorités budgétaires.

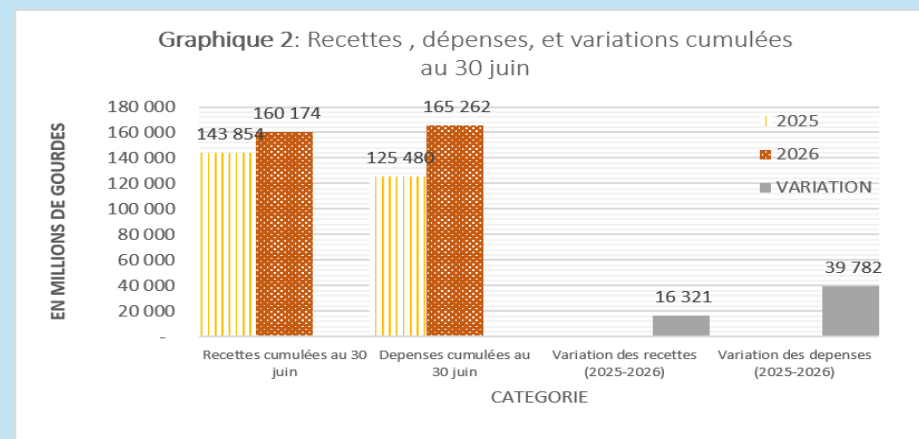
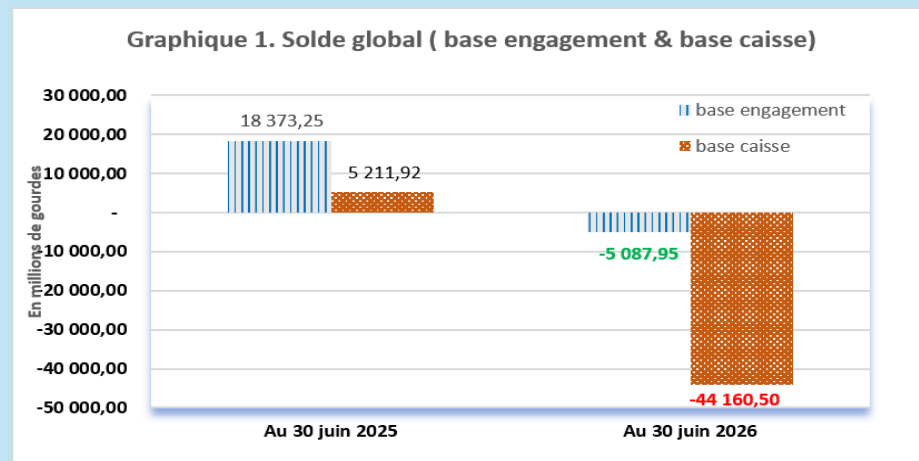
- Par ailleurs, la dotation d'investissement du Programme d'Investissement Public (PIP) allouée à la PNH a déjà été exécutée à hauteur de 93 % au 30 juin 2026, traduisant une exécution significative des crédits reprogrammés dans le budget rectificatif de l'exercice fiscal 2025-2026.
- S'agissant des sources de financement, au 30 juin 2026, le Trésor a dégagé un solde net positif de 22,3 milliards de gourdes sur les bons émis, contre une reprogrammation de fin d'exercice de 24,8 milliards dans le budget rectificatif. Par ailleurs, le financement monétaire s'établit à 32,6 milliards de gourdes, traduisant désormais la persistance de tensions de trésorerie, après un effet initial lié à la liquidation des dépenses de clôture de l'exercice précédent.

1. PERFORMANCE FINANCIERE

- Au terme du troisième trimestre de l'exercice 2025-2026, le TOFE fait ressortir un déficit global de 5,1 milliards de gourdes en base engagement, traduisant un niveau de dépenses supérieur aux recettes courantes. En base caisse, le déficit de trésorerie atteint 44,2 milliards de gourdes, soit un écart significatif par rapport au solde en base engagement (Graphique 1).
- Cet écart reflète principalement l'ampleur du besoin de financement cumulé, dont une part importante s'est matérialisée dès le premier trimestre. En effet, le financement total net du premier trimestre s'est élevé à 23,4 milliards de gourdes, représentant environ 53 % du financement total net observé au 30 juin 2026. Ce besoin a été couvert

essentiellement par le financement interne, notamment le recours à la Banque centrale et les émissions nettes de bons du Trésor, à des niveaux nettement supérieurs à ceux observés à la même période de l'exercice précédent.

- Comparée à juin 2025, la situation budgétaire fait apparaître un



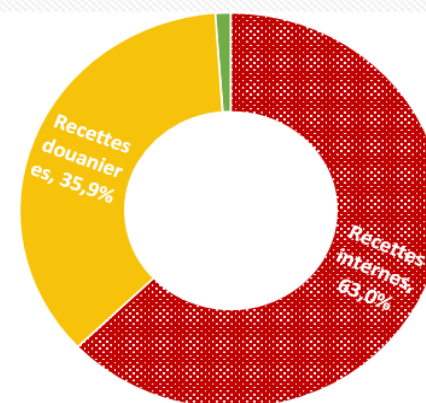
retournement marqué : le solde global en base engagement passe d'un excédent de 18,4 milliards de gourdes à un déficit de 5,1 milliards de gourdes. Cette évolution s'explique principalement par une progression des dépenses nettement plus rapide que celle des recettes, les dépenses

ayant augmenté de 32 % (+39,8 milliards de gourdes), contre une hausse de 11 % des recettes (+16,3 milliards de gourdes) sur la même période.

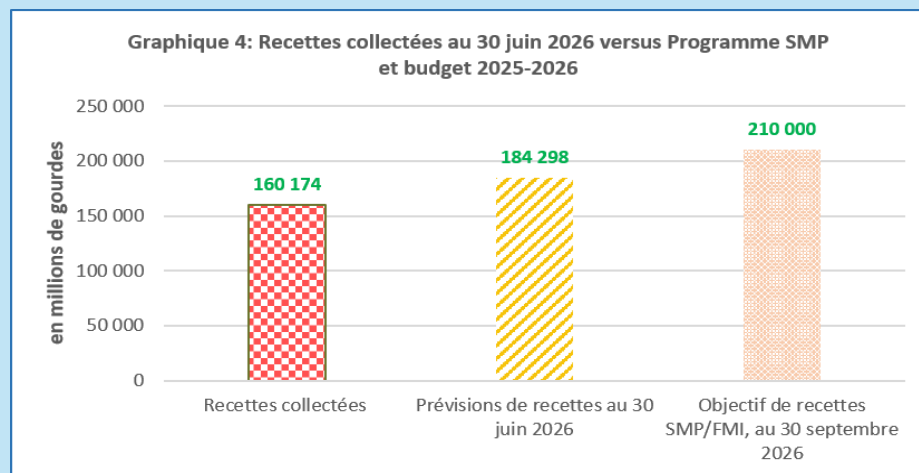
2. *RECETTES COURANTES*

- Au 30 juin 2026, les administrations fiscales et douanières ont collecté environ 160,2 milliards de gourdes, représentant :
 - 87 % de l'objectif de collecte projeté par la DEE/MEF pour la période, estimé à 184,3 milliards de gourdes sur la base des prévisions inscrites au budget ;
 - 104 % de la cible de 154 milliards de gourdes fixée au 30 juin 2026 dans le cadre du programme SMP convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI).
- Toujours au terme de neuf (9) mois écoulés de l'exercice fiscal 2025-2026, il convient de noter que :**
 - Les recettes internes ont augmenté en glissement annuel de 10 %, passant de 91,8 milliards de gourdes à 100,8 milliards de gourdes, soit 63 % du total collecté.

Graphique 3: Repartition des recettes selon leur origine et leur contribution relative- Au 30 juin 2026



- Les recettes douanières ont progressé de 11 %, s'établissant à 57,4 milliards de gourdes au 30 juin 2026 contre 51,8 milliards l'année précédente, représentant 35,9 % du total.



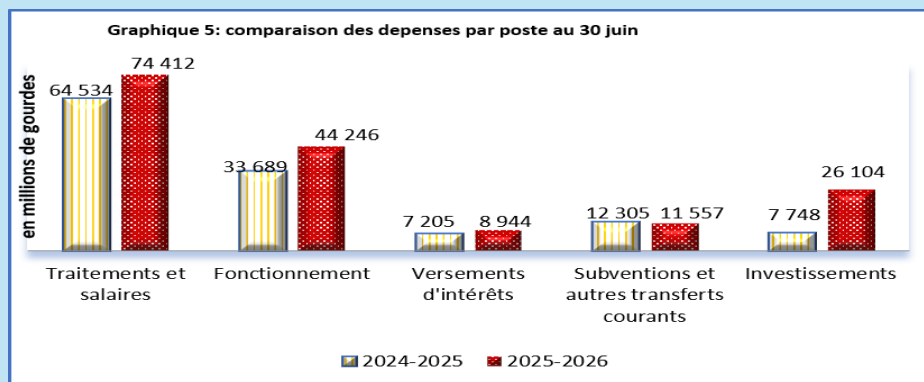
3. *DEPENSES PUBLIQUES*

- Le taux d'exécution du budget rectificatif s'établit à 60,3 % au 30 juin 2026. Au niveau ministériel, les taux d'exécution les plus élevés sont observés notamment au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), avec 77,34 %, au Ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP), avec 76,38 %, et au Ministère des Affaires étrangères (MAE), avec 76,10 %. L'exécution élevée du MJSP s'explique principalement par les dépenses engagées en appui au renforcement des capacités d'intervention de la Police Nationale d'Haïti (PNH).
- À l'inverse, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) présente le taux d'exécution le plus faible parmi les ministères, soit 27,04 %, en partie lié à une exécution limitée de son PIP (11 %). Ces écarts entre ministères appellent un suivi plus ciblé des institutions à faible

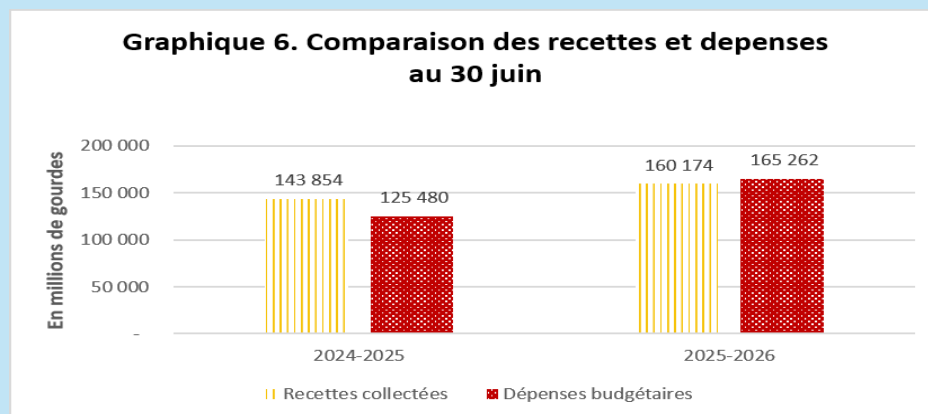
niveau d'exécution, en particulier lorsque les retards concernent les dépenses d'investissement.

- Dans l'ensemble, les dépenses publiques connaissent une croissance de 32 % et sont structurellement dominées par les dépenses courantes. En effet, ces dernières représentent 84 % du total et ont augmenté de 18 % en glissement annuel.
- La hausse des dépenses courantes à fin juin 2026 s'explique principalement par l'augmentation du poste « Traitements et salaires », qui en représente 53 %. Ce poste a progressé de 15 % en glissement annuel, atteignant 74,4 milliards de gourdes, contre 64,5 milliards de gourdes un an plus tôt. Cette évolution reflète également la forte concentration de la masse salariale de base de l'administration publique : trois ministères — le MENFP, le MSPP et le MJSP — en absorbent à eux seuls 67 %, le MENFP représentant à lui seul 35 % du total.
- Les transferts et subventions du Trésor public affichent une contraction en rythme annuel. En effet, ce poste recule de 6 %, pour s'établir à 11,6 milliards de gourdes au 30 juin 2026, contre 12,3 milliards un an plus tôt. À cette date, 24 % des subventions exécutées correspondent à des versements de l'État au fonds de pension, et 14 % à des appuis spécifiques en faveur du secteur de l'énergie.
- Les dépenses de capital financées sur ressources domestiques ont fortement progressé, passant de 7,7 milliards de gourdes au 30 juin 2025 à 26,1 milliards au 30 juin 2026. Environ 93 % de ces décaissements ont été réalisés au titre du Programme d'Investissement Public (PIP), tandis que le solde, soit environ 1,8 milliard de gourdes, correspond à des dépenses d'immobilisation hors PIP.
- Au 30 juin de l'exercice fiscal 2025-2026, sur 24,3 milliards de gourdes décaissées au titre du PIP sur ressources domestiques, la PNH (71 %), le MEF (12 %) et le MPCE (6 %) concentrent environ 89 % des montants exécutés, reflétant la priorité accordée à respectivement la sécurité et aux interventions d'urgence du gouvernement.

- Par ailleurs, la dotation d'investissement du PIP allouée à la PNH pour l'exercice 2025-2026 affiche un taux d'exécution de 93 % pour les neuf (9) premiers mois de l'exercice, traduisant une exécution déjà très significative des crédits reprogrammés dans le budget rectificatif. Un tel niveau d'exécution met en évidence une pression accrue sur l'enveloppe budgétaire et pourrait nécessiter des ajustements, afin d'assurer la soutenabilité et la continuité des interventions avant la fin de l'exercice.



- En somme, les dépenses publiques ont représenté **103 %** des recettes encaissées à fin juin 2026, contre **87 %** un an plus tôt. Ce dépassement

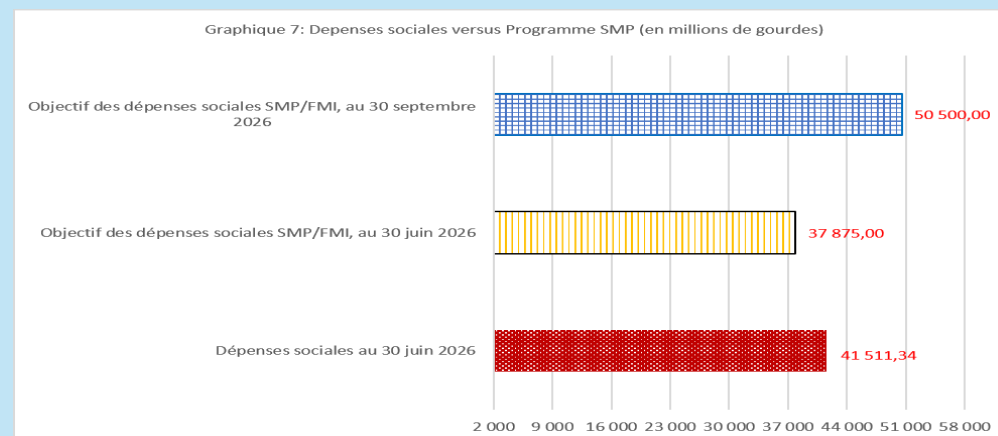


indique que les ressources propres n'ont pas permis de couvrir

intégralement les dépenses de la période, renforçant ainsi le besoin de recourir à des financements complémentaires.

4. *POINT SUR LES DEPENSES SOCIALES*

- Les dépenses sociales engagées pour le compte des quatre ministères concernés — le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) — ont totalisé 41,5 milliards de gourdes au 30 juin 2026 ;
- Sur ce total, les dépenses exécutées par le MENFP s'élèvent à 27,8 milliards de gourdes, soit 67 % des dépenses sociales engagées à fin juin 2026. En y ajoutant celles du MSPP, l'éducation et la santé concentrent ensemble environ 38,2 milliards de gourdes, soit près de 92 % du total, confirmant le poids central de ces deux secteurs dans l'effort social de l'État.
- Au 30 juin 2026, les dépenses sociales engagées représentent 110 % de la cible fixée dans le cadre du programme SMP avec le FMI, établie à



37,9 milliards de gourdes au 30 juin de l'exercice 2025-2026.

5. SOURCES DE FINANCEMENT

- Au 30 juin 2026, le Trésor public a émis 195,6 milliards de gourdes de bons du trésor et en a remboursé 173,3 milliards sur la même période. Il en résulte, pour cette période, un solde net positif de 22,3 milliards de gourdes contre un montant de 7,7 milliards de gourdes d'émissions nettes du Trésor un an auparavant.
- Par ailleurs, le financement monétaire (crédit net de la Banque de la République d'Haïti (BRH) au Trésor public) s'établit à un solde positif de 32,6 milliards de gourdes à fin juin 2026, contre un solde négatif de -3,2 milliards à la même date en 2025. Cette évolution, après un niveau de 0,77 milliard à fin décembre 2025, traduit la persistance de besoins de trésorerie couverts par des avances de la BRH.

Résumé des Finances Publiques d' octobre 2025 à Juin 2026			
En millions de Gourdes			
Rubriques	2024-2025	2025-2026	Variation
Recettes courantes	143 854	160 174	11%
Recettes internes:	91 782	100 835	10%
Recettes douanières	51 846	57 423	11%
Autres ressources fiscales	225	1 916	752%
Autres à reclasser	0	0	
Dépenses Totales	125 480	165 262	32%
<i>Dépenses courantes</i>	117 733	139 158	18%
Traitements et salaires	64 534	74 412	15%
Fonctionnement (achats de biens et service	33 689	44 246	31%
Versements d'intérêts	7 205	8 944	24%
Subventions et autres transferts courants	12 305	11 557	-6%
<i>Investissements</i>	7 748	26 104	237%
Solde courant	26 121	21 016	-20%
Solde global (base engagement)	18 373	-5 088	-128%
Solde global (base caisse)	5 212	-44 161	-947%
Financement total	-5 212	44 161	-947%
<i>Financement externe (net)</i>	-4 798	-6 858	43%
Dons	n.a	n.a	
Amortissements	-4 798	-6 858	43%
<i>Financement interne (net)</i>	-414	51 019	-12417%
BRH (net)	-3 178	32 635	-1127%
Banques commerciales (net)	7 714	22 268	189%
Emissions de titres publics	130 994	195 616	49%
Amortissements	-123 280	-173 348	41%
Amortissement Obligations à LT	-4 950	-3 885	-22%
Solde Primaire	19 152	3 856	-80%